

Subsides

Dernièrement, ce qui comptait le plus pour les agriculteurs canadiens, c'était la stabilité des marchés. Dans notre pays, les consommateurs ont pu acheter de bons produits canadiens à un prix raisonnable et les agriculteurs canadiens ont pu, quant à eux, rentabiliser relativement bien leurs efforts et leurs investissements. Mon ministère a toujours cherché à aplanir les fluctuations des marchés agricoles et à donner le plus possible confiance à nos agriculteurs.

Nous avons créé des programmes d'aide dans plusieurs secteurs, notamment dans ceux des transports, de l'entreposage et des assurances. Par ailleurs, nous avons dédommagé les agriculteurs en vertu de la loi sur la stabilisation des prix agricoles quand les cours s'effondraient. L'Office des produits agricoles a acheté et transformé des excédents de fruits et de légumes lorsque cette mesure s'est révélée nécessaire pour stabiliser les prix.

● (1530)

Mais l'objectif primordial a toujours été d'instaurer un climat de stabilité. Citons un autre exemple, l'assurance-récolte. Cette année, les agriculteurs canadiens ont augmenté le montant de leur garantie d'assurance-récolte d'environ 30 p. 100. Nos plus fortes dépenses à ce chapitre, en 1980-1981, représentent environ 23 des 62 millions de dollars et plus demandés dans le budget supplémentaire. A mon avis, l'assurance-récolte est l'un des principaux éléments de sécurité qui garantissent aux agriculteurs une réelle stabilité de revenu.

Dans de nombreuses régions du pays, les gens ne savent pas qui paie l'assurance-récolte. Le gouvernement canadien paie 50 p. 100 des primes du producteur. Le producteur paie la différence et les provinces appliquent le programme à leurs frais. Dans certaines régions, on pourrait croire que le gouvernement fédéral ne contribue pas du tout à ce programme d'assurance. Par exemple, en lisant les brochures publiées sur l'assurance-récolte en Saskatchewan, on ne devinerait pas que le gouvernement fédéral y participe.

Une voix: Vous tirez votre enseignement de Fleming.

M. Whelan: L'assurance-récolte est là en cas de catastrophe. Lorsque les fonds sont épuisés, nous devons avancer 75 p. 100 des fonds à réunir au cas où la caisse ne serait pas suffisamment approvisionnée. Cela non plus, bien des gens ne le savent pas.

En outre, l'an dernier, d'autres programmes ont aidé les agriculteurs qui ont subi des pertes de récoltes. Citons notamment le programme d'aide à l'entretien des troupeaux et le programme d'approvisionnement en plantes fourragères, ainsi que d'autres mesures fédérales pour faire face à la sécheresse dans l'Ouest et au nord-ouest de l'Ontario. Le programme d'approvisionnement en fourrage, appliqué par Agriculture Canada, pourrait coûter environ 16.8 millions de dollars, mais nous pensons qu'il coûtera moins que cela. Cependant, ce serait un maximum. Le programme d'entretien des troupeaux est appliqué en vertu de la loi sur le rétablissement agricole des Prairies. Ce programme va coûter plus de 60 millions de dollars en ce qui concerne les troupeaux de l'Ouest, notam-

ment de la Saskatchewan, du Manitoba, d'une partie de l'Alberta ainsi que d'une partie du nord de l'Ontario.

La popularité de plusieurs autres programmes d'Agriculture Canada a entraîné une augmentation des crédits. Ainsi, les producteurs de récoltes entreposables ont manifesté un vif intérêt pour la loi sur les paiements anticipés des récoltes, et un plus grand nombre d'entre eux s'étant prévalus des dispositions de la loi, il faudra trois millions de dollars supplémentaires pour financer les intérêts sur les prêts consentis aux coopératives agricoles et aux offices de denrées qui font des versements anticipés à leurs membres. Ces trois millions sont nécessaires parce que ces fonds ne produisent pas d'intérêts.

Ces fonds sont utilisés sans cesse et de plus en plus. Nous avons lancé ce programme il y a quatre ans. Il aide les agriculteurs à payer dans l'année leurs dépenses agricoles sans avoir à vendre à tout prix. La Colombie-Britannique est la province qui recourt le plus à ce programme. Elle peut maintenant, grâce à ce programme et au Programme d'assistance financière à la construction d'entrepôts de fruits et légumes, aider l'industrie à construire des entrepôts. On m'a dit l'autre jour que cette année la Colombie-Britannique va exporter plus qu'auparavant, malgré que la concurrence soit dure.

L'an dernier elle a vendu des pommes à 34 pays, grâce à ce programme qui va exiger plus de 3 millions pour les frais de l'année financière en cours. Je ne m'étonnerais pas qu'ils reviennent demander de l'argent, à cause des demandes que nous avons déjà reçues au titre de cette assistance à la construction d'entrepôts de fruits et légumes.

Au début de mon intervention, j'ai dit que l'agriculteur canadien s'était remarquablement débrouillé malgré des conditions défavorables. Une chose qui a beaucoup aidé, c'est la participation d'Agriculture Canada aux travaux de recherche et de développement. Nos hommes de sciences s'efforcent de mettre au point de nouvelles souches végétales et d'améliorer le cheptel pour que l'agriculteur canadien puisse disposer de matières premières et de bêtes à la fois plus robustes et plus efficaces. Actuellement, Agriculture Canada effectue la moitié environ des travaux de recherche agricole du Canada. Quatre-vingt-dix-huit p. 100 des frais sont payés par le gouvernement et deux p. 100 par les provinces. Le reste est fourni par les universités, et caetera.

En fait, malgré les réductions récentes des dépenses ministérielles, nous avons réussi à augmenter le budget de recherche et de développement du ministère. Cette année, notre budget atteignait presque 115 millions, soit environ \$5 par habitant. Mais si l'on ne tient compte que de la population agricole, le chiffre est proche de \$122 par personne.

Je suis fier que notre participation financière à la recherche et au développement soit une des plus importantes et des plus fructueuses du monde. J'appuie résolument le projet du gouvernement fédéral en vue de porter de .9 p. 100 du PNB à 1.5 p. 100 d'ici à 1985 toutes les dépenses pour la recherche. Il y a certains autres projets de recherche valables que nous pourrions entreprendre si nous obtenions des fonds supplémentaires.